SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C − 2013/00611]

Circulaire interministérielle PLP 50 relative à la procédure de dépôt des plans zonaux de sécurité et de leur approbation par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Monsieur le Gouverneur f.f. de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

POUR INFORMATION :

A Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux,

A Madame le Commissaire général de la police fédérale,

A M. le Président de la Commission permanente de la police locale,

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C − 2013/00611]

Interministeriële omzendbrief PLP 50 betreffende de procedure tot indiening van de zonale veiligheidsplannen en de goedkeuring ervan door de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mijnheer de Gouverneur wd. van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

TER INFORMATIE :

Aan de Dames en Heren Procureurs-generaal,

Aan Mevrouw de Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan Mijnheer de Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie.

Référence	PLP 50	Referentie	PLP 50
Innovation	Cette circulaire remplace et abroge la Circulaire PLP 44. La circulaire prévoit pour la première fois la possibilité pour les zones de police d'introduire électroniquement leur plan zonal de sécurité (PZS) via le guichet électronique « Plans zonaux de sécurité » nouvellement créé. Dans un souci de rationalisation, l'analyse des plans zonaux de sécurité, effectuée par le Service de la Politique criminelle (SPC) au nom du Ministre de la Justice, se base désormais sur une checklistdûment complétée et signée par le procureur du Roi.Cette check-list dûment complétée et signée devient une condition de recevabilité pour l'introduction du plan. Cette check-list ne fait pas partie du plan zonal de sécurité et constitue un document distinct. Vous trouverez cette check-list en annexe.	Vernieuwing	Deze omzendbrief vervangt en heft de omzendbrief PLP 44 op. De omzendbrief voorziet voor het eerst de mogelijkheid voor de zones om hun zonaal veiligheidsplan (ZVP)elektronisch in te dienen via het nieuw gecreëerde E-Loket Zonale Veiligheidsplannen. Vanuit een optiek van rationalisatie zal de analyse van de zonale veiligheidsplannen die zal worden uitgevoerd door de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid (DSB) in naam van de Minister van Justitie, voortaan gebeuren aan de hand van een checklist die wordt ingevuld en ondertekend door de procureur des Konings. Deze volledig ingevulde en ondertekende checklist is een ontvankelijkheidsvereiste voor de indiening van het plan. Deze checklist maakt geen deel uit van het zonaal veiligheidsplan en vormt een afzonderlijk document. U vindt deze checklist als bijlage.
Résumé	La circulaire traite de manière détaillée de la procédure de dépôt des plans zonaux de sécurité et de leur approbation par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice. Elle replace également cette procédure dans le cycle global de la politique intégrée et précise le rôle de chaque acteur.	Samenvatting	De omzendbrief verduidelijkt de procedure betreffende de indiening van de zonale veiligheidsplannen en de goedkeuring ervan door de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie. Zij situeert deze procedure eveneens in de globale cyclus van het geïntegreerd beleid en benadrukt de rol van elke actor.

1. Cadre général

1.1. Objectifs de cette circulaire

Cette circulaire vise à mettre à jour la procédure de dépôt des plans zonaux de sécurité 2014-2017 et de leur approbation par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice, reprise auparavant dans la PLP 44.

Il doit être précisé que les plans zonaux 2009-2012, sur demande de la Ministre de l'Intérieur et de la Ministre de la Justice, ont été prolongés de douze mois jusqu'au 31 décembre 2013. L'exécution des plans zonaux de sécurité 2014-2017 commencera par conséquent le 1er janvier 2014.

Le plan zonal de sécurité, en ce qu'il vise la planification et la mise en œuvre de l'activité policière au niveau local, fait partie d'un processus plus large, conçu dans le cadre d'une approche intégrale et intégrée de la sécurité et est dès lors élaboré en tenant compte de différents autres instruments de planification prévus tant aux niveaux fédéral et régional (lignes politiques des ministres, (si disponible) note cadre de sécurité intégrale, plan national de sécurité) que local (plan local de sécurité intégrale, lignes politiques des bourgmestres, politique criminelle des procureurs du Roi : plan de politique du parquet par exemple).

1.2. Cadre légal et cadre de travail

La présente circulaire ministérielle est prise en application des articles 35 à 37 de la LPI[1].

Quatre instruments de travail importants sont vivement recommandés pour l'élaboration des plans zonaux de sécurité :

- Le vade-mecum du plan de sécurité ;
- Le guide méthodologique pour un diagnostic local de sécurité[2] ;

[1] Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, *M.B.*, 5 janvier 1999.
[2] www.besafe.be - certaines villes et communes ont dû réaliser un diagnostic local de sécurité pour pouvoir bénéficier d'un plan stratégique de sécurité et de prévention. Tant ce guide méthodologique que le contenu des diagnostics locaux de sécurité

- Le manuel du cycle de politique policière au niveau local ;
- Le manuel de rédaction du plan zonal de sécurité 2009-2012.

1.3. Services concernés

Conformément à l'article 37 §3 de la LPI, le plan zonal de sécurité est soumis, après approbation par le(s) bourgmestre(s) et le procureur du Roi, à l'approbation des Ministres de l'Intérieur et de la Justice, qui doivent se prononcer à leur sujet dans les deux mois qui suivent la réception du plan. Ce délai de deux mois commence à courir à partir de la réception du plan zonal de sécurité et de la check-list dûment complétée et signée par le procureur du Roi.

De manière concrète, les instances suivantes préparent la décision des Ministres :

- La Direction Générale Sécurité et Prévention (DG SP) – Direction Sécurité Locale Intégrale (SLIV) - prépare les décisions du Ministre de l'Intérieur et lui soumet des propositions dans les matières qui relèvent de la stratégie globale et des priorités du Ministre qui a l'Intérieur dans ses compétences. Dans ce cadre, elle est chargée de la procédure d'approbation des plans zonaux de sécurité [3];

- Le Service de la Politique criminelle (SPC) est une instance consultative qui relève de l'autorité du Ministre de la Justice lui-même. Dans le cadre de ses missions, le Conseiller général à la Politique criminelle informe le Ministre de la Justice de toute donnée qui présente un intérêt pour la lutte contre la criminalité et lui fait part de toutes les propositions qu'il juge utiles.[4]

  En cette qualité, le SPC est chargé de la procédure d'approbation des plans zonaux de sécurité pour le Ministre de la Justice. Afin de faire cela d'une manière optimale et rationnelle, le SPC s'appuiera sur la check-list dûment complétée et signée par le procureur du Roi. Cela permettra au SPC d'évaluer les critères de contenu présentant un lien avec la justice au moyen d' un input du terrain.

2. Rappel des principes du cycle

2.1. Contextualisation de la procédure d'approbation des plans zonaux de sécurité

Il est important de situer la procédure d'approbation dans le cycle de politique policière. Le cycle de politique policière est ainsi constitué de quatre étapes :

a. Préparation de la politique policière (janvier à mars/avril de l'année de préparation). C'est à ce moment que s'opèrent le scanning et l'analyse.
b. Définition de la politique policière (avril à décembre). Cette seconde phase est elle-même constituée de plusieurs phases :
   - Tout d'abord, les choix stratégiques, argumentés, de politique sont déterminés par le Conseil Zonal de Sécurité et un projet de plan zonal est élaboré (avril à juin). Celui-ci doit alors être approuvé par le Conseil Zonal de Sécurité et comporte au minimum les signatures des autorités locales (bourgmestre(s) et procureur du Roi). Le conseil communal ou de police, pour sa part, en est tenu informé et marque son accord pour les parties qui sont de sa compétence (Article 37, al. 1 de la LPI);
   - Une fois le plan approuvé par toutes les parties, celui-ci est transmis à l'administration concernée de l'Intérieur à partir du 1er octobre 2013 et au plus tard le 30 octobre 2013. La check-list dûment complétée est transmise au Service de la Politique criminelle pour la date du 30 octobre 2013. Les administrations de l'Intérieur et de la Justice préparent la procédure d'approbation. Elles peuvent également proposer aux zones d'adapter leur plan s'il n'est pas conforme à certains critères (3.4.2.). Les deux Ministres compétents examinent les plans éventuellement adaptés au plus tard dans un délai de deux mois après l'introduction de la version définitive du plan zonal de sécurité et de la check-list.
c. Exécution de la politique policière pendant les quatre années suivant l'année de préparation via l'élaboration de plans d'action annuels. Tout au long du cycle, le Conseil Zonal de Sécurité assure un suivi permanent et procède en son sein à des évaluations intermédiaires régulières et à une éventuelle adaptation du plan zonal de sécurité en cours. Ces évaluations ont une influence directe sur la rédaction des plans d'action successifs.
d. Évaluation de la politique policière de fin de cycle : cette évaluation approfondie survient immédiatement à la fin de l'étape d'exécution (chaque dernière année du cycle de la politique).

existants constituent des outils particulièrement utiles au niveau du scanning et de l'analyse des données. Dans cette optique, la mise en place d'une collaboration étroite avec le fonctionnaire de prévention est vivement encouragée.

[3] Arrêté Ministériel du 22 avril 2003 fixant la procédure de traitement administratif des matières visées par la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, *M.B.*, 23 mai 2003.

[4] Art. 4 de l' Arrêté royal du 14 janvier 1994 créant un Service de la Politique criminelle, *M.B.*, 3 mars 1994.

Cette étape dure entre trois mois et un an mais le résultat provisoire intermédiaire doit être disponible pour le prochain cycle. Pour élaborer le plan zonal de sécurité suivant, la zone se basera donc sur les évaluations intermédiaires disponibles.

Chaque étape de ce processus est importante et représente une plus-value avec comme finalité un plan zonal de sécurité de qualité et porté par les acteurs concernés, qui prend en compte le service policier à fournir (externe), les facteurs de gestion interne et qui contribue à l'amélioration et à l'innovation dans tous ces domaines. A cet égard, il est important d'insister sur le caractère stratégique des plans zonaux de sécurité. Le plan zonal de sécurité est un plan avec une vision sur le long terme. Les plans d'action annuels sont opérationnels et orientés pour être mis en œuvre à court terme.

Au cours des 4 années de la mise en œuvre du plan zonal de sécurité, il se peut que certains ajustements interviennent en cours de cycle soit à l'initiative du Conseil Zonal de Sécurité, par exemple après une évaluation intermédiaire, soit en conséquence à une correction apportée au niveau fédéral. Ces changements ont lieu sous la responsabilité des autorités locales. La procédure d'approbation, telle que décrite dans cette circulaire, ne s'applique pas à ces changements. Par contre, la motivation des changements ainsi que les changements apparaîtront dans le compte-rendu du Conseil Zonal de Sécurité. En ce qui concerne les changements, ceux-ci seront intégrés au plan zonal de sécurité. Les utilisateurs du guichet électronique ont à tout moment la possibilité d'adapter leur plan aux conditions changeantes de la réalité de terrain. Cette approche dynamique du plan zonal de sécurité est un des objectifs principaux du guichet électronique (voir ci-dessous).

2.2. Les instances - acteurs du cycle et leur rôle

- Conseil Zonal de Sécurité – Article 35 LPI
  - Les plans zonaux de sécurité sont discutés, préparés et élaborés au sein des Conseils Zonaux de Sécurité. Dès lors, les autorités de police (bourgmestre(s) et procureur du Roi) et les services de police sont impliqués *ab initio* dans le plan zonal de sécurité dont ils sont d'ailleurs, tous, responsables.
  - Le plan zonal de sécurité est approuvé et signé par le(s) bourgmestre(s) et le procureur du Roi. Le Président du Conseil Zonal de Sécurité envoie le plan zonal de sécurité pour approbation à la Direction Générale Sécurité et Prévention – Direction Sécurité Locale Intégrale, guichet unique. Dans le cas de l'utilisation du guichet électronique, tout se déroule via ce dernier.
  - La check-list est dûment complétée et signée par le procureur du Roi. Le procureur du Roi a la responsabilité d'envoyer cette check–list par mail au Service de la Politique criminelle. La check-list ne peut être introduite via le guichet électronique « Plan Zonaux de Sécurité ».
  - Le bourgmestre-président destinataire de la lettre d'approbation du plan zonal de sécurité est chargé de communiquer celle-ci et les informations qu'elle contient aux membres du Conseil Zonal de Sécurité.
  - Le Conseil Zonal de Sécurité cherche des solutions si, en cours d'exécution, les capacités prévues de la zone s'avèrent insuffisantes pour exécuter ses missions.
  - Le Conseil Zonal de Sécurité est également responsable de l'évaluation de l'exécution du plan zonal de sécurité.

- La Concertation Provinciale – Article 162 LPI / Article 9/2 LFP [5]
  Une Concertation Provinciale est organisée, dans chaque province, entre le gouverneur, le procureur général près la Cour d'Appel, les directeurs-coordinateurs administratifs, les directeurs judiciaires et les représentants de la police locale. Elle joue un rôle essentiel dans le soutien aux zones de police. L'objectif est de stimuler les Conseils Zonaux de Sécurité et la collaboration interzonale.
  Pour qu'un tel soutien puisse être organisé, il est évidemment important que les zones de police communiquent leur plan zonal de sécurité au gouverneur.
  De même, des liens plus étroits seront tissés entre le niveau fédéral et provincial afin de renforcer une vision intégrée.

3. Procédure d'approbation

Conformément à l'article 36 de la LPI, toutes les zones de police ont l'obligation d'établir un plan zonal de sécurité.

3.1. Introduction du plan zonal de sécurité via CD-ROM

3.1.1. Délai

[5] Loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, *M.B.*, 22 décembre 1992.

Compte tenu de cette obligation et du délai d'approbation de 2 mois (éventuellement augmenté d'un mois en cas de non-approbation du plan initial), les plans zonaux de sécurité doivent être introduits dès le 1er octobre 2013 et au plus tard pour le 30 octobre 2013.

Nous insistons sur l'importance du respect de cette date afin que l'ensemble de la procédure puisse être clôturé, au plus tard, dans le courant du mois de décembre et permettre ainsi la mise à exécution des plans d'action dès le mois de janvier.

3.1.2. Recevabilité

Le délai d'approbation de 2 mois ne commence à courir qu'en cas de respect des conditions suivantes :
- Le plan doit être signé par le ou les bourgmestres et le procureur du Roi ;
- Le président du Conseil Zonal de Sécurité envoie deux CD-ROMS sur lesquels est gravé un exemplaire du plan zonal de sécurité à l'adresse suivante :

  ▪ Direction Générale Sécurité et Prévention (DG SP)
  Direction Sécurité Locale Intégrale (SLIV)
  A l'attention de Rachid KERKAB– Directeur a.i.
  Boulevard de Waterloo, 76
  1000 BRUXELLES

- La check-list dûment complétée et signée par le procureur du Roi doit être transmise par celui-ci (par mail) au Service de la Politique criminelle (voir point 3.3 ci-dessous).

Une fois le plan jugé recevable, un accusé de réception est systématiquement envoyé par la DG SP au président du Conseil Zonal de Sécurité. L'accusé de réception détermine la date de commencement de la période d'approbation qui ne commence à courir qu'au moment où le PZS est transmis à la DG SP et la check-list au Service de la Politique criminelle.

En cas de non-recevabilité du PZS, une lettre sera également envoyée au président du Conseil Zonal de Sécurité afin qu'il soit remédié au manquement. Cette lettre, par contre, ne fait pas courir le délai d'approbation. Si le procureur du Roi n'a pas transmis la check-list au Service de la Politique criminelle ou que cette dernière n'a pas été dûment complétée, un mail sera envoyé au procureur du Roi lui demandant de remplir ou de compléter la check-list. Cette communication suspend la période d'approbation.

3.2. Introduction du plan zonal de sécurité via le guichet électronique PZS

A côté de la possibilité d'introduire le PZS via CD-ROMS, il existe la possibilité pour les zones de police qui le désirent, d'introduire leur plan via le guichet électronique PZS. L'utilisation de cet outil offre une série d'avantages pour les zones police qui en font usage (voir point 3.2.3).

Une zone qui désire introduire son plan par ce biais, le signale auprès de SLIV au plus tard le 30 septembre 2013. SLIV transmet à cette dernière son login et son mot de passe avec le manuel d'utilisation de l'application.

3.2.1. Délai

La zone de police qui utilise le guichet électronique PZS, peut introduire son plan zonal de sécurité dès le 1er octobre 2013 et ce jusqu'au 30 octobre 2013.

3.2.2. Recevabilité

Le délai d'approbation ne commence seulement à courir à partir du moment où l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

- Le plan doit être signé au moins par les bourgmestre(s) et le procureur du Roi ;
- Le plan doit être introduit valablement via le guichet électronique PZS ;
- La check-list dûment complétée et signée par le procureur du Roi doit être transmise par celui-ci (par mail) au Service de la Politique criminelle (voir point 3.3 ci-dessous).

La zone est tenue au courant de l'évolution du statut de traitement de son plan.

Une fois que le plan est déclaré recevable, la DG SP envoie systématiquement un accusé de réception au président du Conseil Zonal de Sécurité par l'intermédiaire du responsable zonal désigné pour introduire la PZS. Cet accusé de réception constitue la date de départ pour calculer le délai d'approbation, qui ne commence à courir qu'au moment où le PZS est transmis à la DG SP et la check-list au Service de la Politique criminelle.

Lorsque le plan zonal de sécurité n'est pas recevable, une communication sera également transmise au président du Conseil Zonal de Sécurité par l'intermédiaire du responsable zonal désigné pour introduire la PZS, avec la demande de bien vouloir remédier aux points manquants relevés. Si le procureur du Roi n'a pas transmis la check-list au Service de la Politique criminelle ou que cette dernière n'a pas été dûment complétée, un mail sera envoyé au procureur du Roi lui demandant de remplir ou de compléter la check-list. Cette communication suspend la période d'approbation.

3.2.3. Avantages de l'utilisation du guichet électronique PZS

- La zone est tenue au courant de l'évolution du traitement de son plan en se connectant à l'application ;
- La zone dispose des documents de référence pour rédiger son nouveau plan via la bibliothèque de l'application ;
- La zone peut uploader sur l'application d'autres documents concernant la politique policière. Cela concerne les documents repris au point 5 que la zone est invitée à transmettre à la DG SP ;
- La zone peut avoir directement accès au diagnostic local de sécurité/priorités des communes qui se trouvent sur leur territoire (sous réserve de l'accord des communes concernées);
- Les plans zonaux de sécurité qui sont introduits via l'application, sont prioritairement traités ;
- La zone peut en permanence mettre à jour son plan en fonction de nouveaux développements ou exigences.

3.3. Introduction de la check-list

Compte tenu du fait que cette check-list dûment complétée constitue une condition de recevabilité pour la procédure d'approbation du PZS, la date limite pour le dépôt de la check-list est également fixée au plus tard le 30 octobre 2013.

Nous insistons sur l'importance de la check-list dûment complétée et sur le respect du délai afin que l'ensemble de la procédure puisse être clôturé, au plus tard, dans le courant du mois de décembre et permettre ainsi la mise à exécution des plans d'action dès le mois de janvier.

La check-list est dûment complétée et signée par le procureur du Roi et constitue un document distinct du PZS et de ses annexes. Ce document a pour seule finalité de soutenir l'évaluation du PZS par le Ministre de la Justice et ceci dans un souci de rationalisation et d'optimalisation de cette procédure d'approbation. L'avis qui sera établi par le SPC et qui se base sur la check-list sera transmis, pour information, au président du conseil zonal de sécurité. La check-list, elle-même, n'est donc pas destinée à être diffusée et ne figure pas sur un site web ou le guichet électronique « Plans Zonaux de Sécurité ».

Celle-ci est transmise par le procureur du Roi (par mail) à l'adresse suivante :

- Service de la Politique criminelle
  A l'attention de Nina Vanderlinden
  Nina.vanderlinden@just.fgov.be

3.4. Approbation du plan zonal de sécurité

3.4.1. Critères de forme

En ce qui concerne le plan zonal de sécurité, il est vivement recommandé de suivre le canevas repris dans le manuel de rédaction des plans zonaux de sécurité 2009-2012 (www.infozone.be). Par ce biais, l'objectif est de respecter un équilibre entre une certaine uniformité facilitant la lecture et la compréhension des plans zonaux de sécurité et permettant de s'assurer que celui-ci prend en compte tous les points importants et par ailleurs, une réflexion dynamique axée sur la prise en compte de la résolution des problèmes spécifiques à la zone. La septième fonctionnalité de base, la sécurité routière, doit cependant être rajoutée dans le plan.

En ce qui concerne la check-list, vous trouverez le modèle à utiliser en annexe de la présente circulaire. Elle doit être dûment complétée et signée par le procureur du Roi.

3.4.2. Critères de contenu

Les éléments principaux auxquels les services approbateurs seront attentifs :

- Cohérence et complémentarité du plan zonal de sécurité avec le plan national de sécurité et avec les lignes de politiques actuelles des Ministres de la Justice et de l'Intérieur (entre autres (si disponible) la note cadre de sécurité intégrale) ainsi qu'avec les lignes politiques des autorités locales, par exemple plan local de sécurité intégrale, plan de politique du parquet,... ;
- En vertu de l'article 37 de la LPI, le plan zonal de sécurité est rédigé en tenant compte du plan national de sécurité. La zone n'est évidemment pas tenue de choisir l'ensemble des phénomènes du plan national de sécurité, mais motive les raisons pour lesquelles certains phénomènes ont été retenus ou pas ;

- Cohérence du plan zonal de sécurité avec d'autres instruments politiques relevant du domaine de la prévention et de la sécurité (plans stratégiques de sécurité et de prévention,...) ;
- Motivation des objectifs stratégiques ;
- Contribution de la police locale à l'exécution des missions à caractère fédéral visées à l'article 61 de la LPI ;
- Respect des normes minimales relatives au personnel opérationnel et au personnel administratif et logistique de la police locale[6] ainsi que des normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population[7] et, à défaut de satisfaction à ces normes minimales ou d'organisation et de fonctionnement, une justification circonstanciée de leur non respect ainsi qu'une mention des mesures de correction envisagées.

3.4.3. Décision d'approbation ou de désapprobation

- Traitement administratif

S'il s'avère à l'examen du plan que des carences ou insuffisances formelles sont présentes, les administrations concernées pourront, de commun accord, inviter la zone à compléter le dossier.

Quelques exemples de manquements:
- ✓ Oubli ou absence de certaines annexes
- ✓ Oubli de fournir une explication
- ✓ Oubli ou absence d'un organigramme
- ✓ Oubli ou absence du modèle d'argumentation
- ✓ Oubli ou absence d'un tableau de capacité
- ✓ ...

Ce faisant, le délai d'approbation de 2 mois est suspendu à compter de la demande à la zone de parfaire le dossier et recommence à courir au moment de l'introduction du dossier complété à la DG SP.

- Décision

En vertu de l'article 37§3 de la LPI, après approbation par le(s) bourgmestre(s) et le procureur du Roi, le plan est soumis, pour approbation, aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice, qui doivent se prononcer dans un délai de deux mois à compter de la réception du plan et de la check-list. Passé ce délai, leur approbation est réputée acquise.

Si les Ministres de l'Intérieur et de la Justice n'approuvent pas le plan (dans sa totalité ou en partie), une nouvelle version de celui-ci leur est soumise. La zone dispose d'un mois pour présenter un nouveau plan. Dans ce cas, le délai pour l'approbation est ramené à un mois.
Une décision de désapprouver un plan intervient lorsque celui-ci comporte des manquements trop importants et non justifiés empêchant que le travail d'évaluation soit réalisé.

- Notification de la décision

La DG SP envoie la décision au bourgmestre - président du Conseil Zonal de Sécurité qui doit, à son tour, en informer les autres membres du Conseil Zonal de Sécurité de préférence à l'occasion d'une réunion spécialement prévue à cet effet.
Nous invitons également les membres du Conseil Zonal de Sécurité à transmettre ces informations au sein de leurs instances respectives.

4. Exécution du Plan zonal de sécurité

Une fois le plan zonal de sécurité approuvé par les ministres, il est évident que celui-ci doit être mis à exécution. L'exécution du plan zonal de sécurité s'étale sur une période de quatre années. Rappelons que le chef de corps de la police locale est responsable de l'exécution de la politique policière locale (article 44 LPI), sous l'autorité du bourgmestre, du collège de police (article 45 LPI) et du procureur du Roi.

Tout d'abord, les choix stratégiques fixés dans le plan zonal de sécurité doivent être traduits en plans d'action opérationnels.

---

[6] Arrêté royal du 5 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et logistique de la police locale, *M.B.*, 12 octobre 2011.
[7] Arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population, *M.B.*, 12 octobre 2001.

Des plans d'action sont élaborés pour répondre à des phénomènes complexes, d'une certaine ampleur, qui seront traités en collaboration avec d'autres partenaires de la chaîne de sécurité. A cet égard, une attention systématique est accordée à la prévention policière. Une capacité et des moyens particuliers sont alors indispensables. Par ailleurs, il est important de rappeler qu'un certain nombre d'activités reprises au sein des plans d'action peuvent être accomplies dans le cadre du travail régulier.

L'élaboration des plans d'action est réalisée de manière transversale au sein de l'organisation policière tout entière, de préférence par une équipe de projet sous la conduite d'un chef de projet[8].

Si la phase d'exécution dure quatre ans, les plans d'action restent cependant annuels. En effet, ceux-ci doivent rester flexibles et pouvoir être ajustés suite à l'évaluation intermédiaire.

Pour assurer le suivi de cette phase d'exécution, des indicateurs clairs doivent être fixés préalablement. L'objectif est que la mise en œuvre du plan zonal de sécurité puisse être évaluée. Ces évaluations intermédiaires devront être soumises au Conseil Zonal de Sécurité et des adaptations pourront être envisagées.

Au terme de la période d'exécution de quatre ans, une évaluation globale de celle-ci, dont le Conseil Zonal de Sécurité est responsable, devra également être réalisée.

Ces évaluations sont évidemment une base indispensable à la préparation du plan zonal de sécurité suivant.

5. Soutien fédéral au niveau local

5.1. Direction Générale Sécurité et Prévention (DG SP)

La DG SP se tient à la disposition des autorités locales et provinciales ainsi que des zones de police pour toute information relative :
- à la présente circulaire et la procédure y relative ;
- aux choix de politique fédérale et plus précisément à ceux du Ministre de l'Intérieur ;
- à l'utilisation du guichet électronique PZS.

Par un suivi plus proche des Conseils Zonaux de Sécurité et des Concertations Provinciales ainsi que de l'actualité des zones en rapport avec des phénomènes d'insécurité, la DG SP souhaite apporter un soutien constructif au niveau local.

5.2. Service de la Politique criminelle (SPC)

Le SPC se tient à la disposition des autorités judiciaires locales pour toute information relative :
- à la présente circulaire ;
- aux choix de politique fédérale et plus précisément à ceux du Ministre de la Justice.

5.3. La police fédérale

Les services du Commissariat général continueront d'assurer, dans les limites de leurs capacités, un appui méthodologique aux zones de police qui le demandent.

6. Echange d'informations

Dans le cadre de ce processus intégré, il est important d'optimaliser le dialogue et l'échange d'informations.

Les documents suivants sont envoyés à la Direction Générale Sécurité et Prévention, laquelle se charge de transférer l'information au Service de la Politique criminelle du SPF Justice, mais également au Commissariat général de la police fédérale (CGL), à leur demande :

- Les rapports du Conseil Zonal de Sécurité ;
- Les rapports annuels des zones de police ;
- Les rapports des Concertations Provinciales (art. 162 LPI) ;
- Les plans d'action approuvés par le Conseil Zonal de Sécurité (qui font partie du plan zonal de sécurité) pour le 31 décembre qui précède l'année de leur mise en œuvre.

L'échange d'informations et de documents se fait de préférence via la messagerie électronique : infosliv@ibz.fgov.be. Pour les zones qui souhaitent travailler avec le guichet électronique PZS, ces dernières

[8] Voir le manuel du cycle de politique policière au niveau local.

peuvent disposer d'une bibliothèque virtuelle présente comme fonctionnalité sur ce guichet électronique PZS, afin d'y déposer les documents susmentionnés.

La présente circulaire remplace et abroge la circulaire PLP 44 du 16 juillet 2008 portant instructions concernant la procédure de dépôt et d'approbation des plans zonaux de sécurité.

Veuillez, Madame, Monsieur le Gouverneur, mentionner au Mémorial administratif, la date à laquelle la présente circulaire est publiée au Moniteur Belge.

Nous vous saurions également gré de bien vouloir informer de ce qui précède tous les bourgmestres de votre province.

La Ministre de la Justice,

Annemie TURTELBOOM

La Ministre de l'Intérieur,

Joëlle MILQUET

Annexe I : check-list pour le procureur du Roi

PLANS ZONAUX DE SECURITE 2014-2017
CHECK-LIST A COMPLETER PAR LE PROCUREUR DU ROI

Zone (numéro et nom)	*Arrondissement judiciaire*

1. Concordance entre le plan national de sécurité (PNS) et le plan zonal de sécurité (PZS)

1.1 Le PZS a-t-il été élaboré en tenant compte du PNS? (*Cochez la bonne case*)

☐ Oui
☐ Non
Pourquoi pas? (*Passez directement à la question 1.4.)*

1.2 Y a-t-il des priorités et/ou des points d'attention particuliers du PNS retenus dans le PZS?

☐ Oui (*Cochez les priorités retenues*)

En ce qui concerne les priorités:

La criminalité en général et les phénomènes de criminalité prioritaires en particulier:

- ☐ Vols à main armée
- ☐ Violence dans l'espace public, en particulier dans les transports en commun et par des bandes urbaines
- ☐ Drogues:
  - ☐ Importation et exportation de cocaïne
  - ☐ Production et trafic de drogues synthétiques et de cannabis
  - ☐ Vente de stupéfiants (dealing)
- ☐ Trafic illégal des armes à feu
- ☐ Terrorisme
- ☐ Violence intrafamiliale et violence contre les femmes
- ☐ Traite des êtres humains :
  - ☐ Exploitation sexuelle
  - ☐ Exploitation économique
- ☐ Trafic des êtres humains
- ☐ Criminalité informatique
- ☐ Fraude :
  - ☐ Fraude sociale
  - ☐ Fraude fiscale
  - ☐ Fraude dans la gestion des déchets
- ☐ Effractions dans des habitations et autres bâtiments

Sécurité routière:

Les thèmes prioritaires en matière de circulation :

- ☐ Vitesse excessive
- ☐ Conduite sous influence d'alcool ou de drogues
- ☐ Utilisation du GSM au volant
- ☐ Non port de la ceinture et non utilisation des sièges enfants

Les groupes cibles prioritaires:

- ☐ Usagers faibles (piétons, cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs)
- ☐ Motocyclistes
- ☐ Chauffeurs de camion et le transport lourd

En ce qui concerne les points d'attention particuliers:

- ☐ Incivilités
- ☐ Atteintes à l'intégrité physique, en particulier à l'égard des femmes
- ☐ Détection (du blanchiment) des avantages patrimoniaux frauduleux et leur saisie maximale en vue de leur confiscation
- ☐ Transports publics
- ☐ Domaines récréatifs
- ☐ Pôles d'attraction touristiques
- ☐ Autre :.....

☐ Non
Pourquoi pas?

1.3 Le choix de retenir des priorités/des points d'attention particuliers du PNS indiqués au point 1.2 dans le PZS est-il motivé?

☐ Oui
Comment ce choix est-il motivé?

☐ Non
Pourquoi n'y a-t-il pas de motivation?

1.4 Le choix de ne pas retenir des priorités/des points d'attention particuliers du PNS dans le PZS est-il motivé?

☐ Oui
Comment cela est-il motivé?

☐ Non
Pourquoi n'y a-t-il pas de motivation?

1.5 Y a-t-il d'autres points de concordance avec le PNS?

☐ Oui
Quels sont ces points?
(Vous trouverez ci-dessous quelques exemples pertinents pour la justice)

- ☐ La gestion de l'information des enquêtes
- ☐ La descente sur les lieux
- ☐ Autre:

☐ Non

2. Concordance entre la politique criminelle du procureur du Roi et le PZS

2.1 Quelles sont les priorités fixées par le procureur du Roi dans le cadre de la politique de recherche et de poursuite au sein de son arrondissement? (Enumérez-les)

2.2 Dans quel document ces priorités sont-elles fixées?

☐ Un plan de la politique du parquet
☐ Une note du parquet
☐ Autre:

2.3 Y a-t-il une concordance entre les priorités fixées par le procureur du Roi dans le cadre de sa politique de recherche et de poursuite et les priorités du PZS?

☐ Oui
Sur quels points y a-t-il une concordance? (*Enumérez les priorités communes*)

Quel est l'objectif de cette concordance? Quelle est la plus-value du PZS pour le parquet ?

☐ Non
Pourquoi pas ?

2.4 Y a-t-il une concordance entre les directives de politique criminelle, telles que déterminées par le Ministre de la Justice et le Collège des Procureurs Généraux, et le PZS ?

☐ Oui
En quoi consiste cette concordance?

☐ Non
Pourquoi pas?

3. Respect de la norme minimale d'organisation et de fonctionnement pour la fonction de base recherche et enquête locale

3.1 Quel est le pourcentage pris en compte pour calculer la norme minimale pour la fonction de base recherche et enquête locale?

☐ 10% du personnel de l'effectif en personnel du cadre opérationnel
☐ 7% du personnel de l'effectif en personnel du cadre opérationnel

3.2 Quelle est la norme de fonctionnement mentionnée dans le PZS?[9]

3.3 La zone de police satisfait-elle à la norme minimale pour cette fonction de base?

☐ Oui
☐ Non
Pourquoi pas?

4. Rubrique : remarques/observations du procureur du Roi
(Vous pouvez mentionner vos éventuelles remarques ou observations)

Date:
Signature du procureur du Roi :

[9]Il faut prendre comme point de départ l'effectif réel du cadre opérationnel.

1. Algemeen kader

1.1. Doelstellingen van deze omzendbrief

Het opzet van deze omzendbrief bestaat erin om de procedure tot indiening van de zonale veiligheidsplannen 2014-2017 en de goedkeuring ervan door de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie, zoals voordien omschreven in de PLP 44, te actualiseren.

Hierbij dient opgemerkt te worden dat de zonale veiligheidsplannen 2009-2012 op vraag van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie met één jaar werden verlengd tot 31 december 2013. De uitvoering van de zonale veiligheidsplannen 2014-2017 zal bijgevolg aanvangen op 1 januari 2014.

Het zonale veiligheidsplan, dat de planning en de tenuitvoerlegging van de politieactiviteit op lokaal vlak beoogt, maakt deel uit van een ruimer proces in het kader van een integrale en geïntegreerde aanpak van de veiligheid en wordt dan ook uitgewerkt, rekening houdend met de verschillende andere planningsinstrumenten die voorzien zijn op zowel federaal (beleidslijnen van de ministers, (indien beschikbaar) de kadernota integrale veiligheid, nationaal veiligheidsplan), als het deelstatelijke, als het lokale vlak (lokaal integraal veiligheidsplan, beleidslijnen van de burgemeesters, beleid van de procureurs des Konings: bv. parketbeleidsplan).

1.2. Wettelijk kader en werkkader

Deze ministeriële omzendbrief wordt in toepassing van de artikelen 35 tot 37 van de WGP[1] genomen.

Het wordt ten zeerste aanbevolen rekening te houden met vier belangrijke werkinstrumenten:
- het vademecum veiligheidsplannen;
- de handleiding lokale veiligheidsdiagnostiek[2];

[1] Wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, *B.S.* 5 januari 1999.

- de handleiding van de beleidscyclus van de lokale politie;
- de handleiding zonale veiligheidsplannen 2009-2012.

1.3. Betrokken diensten

Krachtens artikel 37, §3, van de WGP, wordt het zonale veiligheidsplan, na goedkeuring door de burgemeester(s) en de procureur des Konings, voor goedkeuring voorgelegd aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, die er zich over moeten uitspreken binnen de twee maanden vanaf de ontvangst van het plan. Deze termijn van twee maanden begint te lopen vanaf de ontvangst van het zonaal veiligheidsplan en de door de procureur des Konings volledig ingevulde en ondertekende checklist.

Concreet zijn de volgende instanties betrokken bij de voorbereiding van de beslissing van de Ministers :

- De Algemene Directie Veiligheid en Preventie (AD VP) – Directie Lokale Integrale Veiligheid (SLIV) – bereidt de beslissingen voor van de Minister van Binnenlandse Zaken en legt voorstellen voor inzake aangelegenheden die onder de globale strategie vallen en onder de prioriteiten van de bevoegdheden van de Minister van Binnenlandse Zaken. In dit kader wordt zij met de goedkeuringsprocedure van de zonale veiligheidsplannen belast[3];

- De Dienst voor het Strafrechtelijk beleid (DSB) is een adviesinstantie onder het gezag van de Minister van Justitie. In het kader van zijn opdrachten informeert de Adviseur-generaal voor het Strafrechtelijk Beleid de Minister van Justitie over elk feit dat van belang is voor de criminaliteitsbestrijding en doet hij hem alle voorstellen die hij nuttig acht.[4]

  In deze hoedanigheid is de DSB belast met de goedkeuringsprocedure van de zonale veiligheidsplannen voor de Minister van Justitie. Teneinde dit op een optimale en rationele manier te doen, zal DSB zich baseren op de door de procureur des Konings volledig ingevulde en ondertekende checklist. Dit zal aan DSB toelaten om de inhoudscriteria die een link hebben met justitie te evalueren, met een input van het terrein.

2. Herinnering aan de beginselen van de cyclus

2.1. Contextualisering van de goedkeuringsprocedure van de zonale veiligheidsplannen

Het is belangrijk om de goedkeuringsprocedure te situeren in de cyclus van het politiebeleid. De politiebeleidscyclus bestaat uit vier fases:

a. Voorbereiding van het politiebeleid (januari tot maart/april van het voorbereidende jaar). In deze fase vindt de scanning en de analyse plaats.
b. Definitie van het politiebeleid (april tot december). Deze tweede fase bestaat zelf uit meerdere fases:
   - Eerst en vooral worden door de Zonale Veiligheidsraad de beargumenteerde strategische beleidskeuzes vastgesteld en een voorstel tot zonaal plan wordt uitgewerkt (april tot juni). Dit moet dan goedgekeurd worden door de Zonale Veiligheidsraad en bevat minstens de handtekening van de lokale overheden (burgemeester(s) en procureur des Konings). De gemeente- of politieraad, wat hem betreft, wordt hiervan op de hoogte gehouden en geeft zijn goedkeuring voor de materies die haar krachtens de wet aanbelangen (Artikel 37, 1e lid WPG) ;
   - Wanneer het plan door alle lokale partners is goedgekeurd, wordt het vanaf 1 oktober 2013 en ten laatste op 30 oktober 2013 overgemaakt aan de betrokken administratie van Binnenlandse Zaken. De volledig ingevulde checklist wordt eveneens voor 30 oktober 2013 overgemaakt aan de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid. De administraties van Binnenlandse Zaken en Justitie bereiden de goedkeuringsprocedure voor. Tevens kunnen zij de zones voorstellen hun plan bij te sturen wanneer het niet conform de criteria is (3.4.2.). Beide bevoegde Ministers keuren de eventueel bijgestuurde plannen ten laatste 2 maanden na indiening van de definitieve versie van het plan en de checklist goed.
c. Uitvoering van het politiebeleid gedurende de vier jaar volgend op het voorbereidingsjaar d.m.v. de uitwerking van jaarlijkse actieplannen. Gedurende de ganse cyclus verzekert de Zonale Veiligheidsraad een permanente opvolging en verricht op regelmatige basis tussentijdse evaluaties

[2] www.besafe.be – Bepaalde steden en gemeenten dienen een lokale veiligheidsdiagnostiek op te stellen om te kunnen genieten van een strategisch veiligheids- en preventieplan. Zowel de methodologische handleiding als de inhoud van de bestaande lokale veiligheidsdiagnostieken zijn bijzonder nuttige instrumenten in het kader van de scanning en analyse. In dit kader wordt de samenwerking met de preventieambtenaar ten zeerste aangemoedigd.

[3] Ministerieel Besluit van 22 april 2003 tot bepaling van de administratieve behandelingsprocedure van de aangelegenheden bedoeld in de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, *B.S.* 23 mei 2003.

[4] Art. 4 Koninklijk Besluit van 14 januari 1994 tot oprichting van een Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid, *B.S.* 3 maart 1994.

en een eventuele aanpassing van het lopende zonaal veiligheidsplan. Deze evaluaties hebben een directe weerslag op de opmaak van de volgende zonale veiligheidsplannen.

d. Eindevaluatie van het politiebeleid: Deze volgt onmiddellijk op het einde van de uitvoeringsfase (elk laatste jaar van de beleidscyclus). Deze fase duurt tussen drie maanden en één jaar, maar het voorlopige tussentijdse resultaat moet beschikbaar zijn voor de volgende cyclus. Om het volgende zonaal veiligheidsplan op te stellen, zal de zone zich op deze tussentijdse evaluaties baseren.

Elke fase van dit proces is belangrijk en waardetoevoegend met als finaliteit een kwaliteitsvol en gedragen zonaal veiligheidsplan dat rekening houdt met de externe dienstverlening en interne bedrijfsmatige factoren en bijdraagt tot verbetering en innovatie in al deze domeinen. Vanuit dit oogpunt is het belangrijk te wijzen op het strategische karakter van het zonaal veiligheidsplan. Het zonaal veiligheidsplan is een plan met een lange-termijn-visie. De jaarlijkse actieplannen zijn operationeel en gericht op de korte-termijn-uitvoering.

Gedurende de vierjaarlijkse cyclus van het zonale veiligheidsplan, is het mogelijk dat bepaalde zaken dienen aangepast of gewijzigd te worden, hetzij op initiatief van de Zonale Veiligheidsraad, hetzij ten gevolge van een aanpassing aangebracht vanuit het federale niveau. Deze wijzigingen vinden plaats onder de verantwoordelijkheid van de lokale autoriteiten. Voor deze aanpassingen is de goedkeuringsprocedure, zoals in deze omzendbrief beschreven, niet van toepassing. Wel worden de wijzigingen gemotiveerd weergegeven in het verslag van de Zonale Veiligheidsraad en aan het zonale veiligheidsplan toegevoegd. De gebruikers van het E-Loket hebben ten allen tijden de mogelijkheid hun plan aan te passen aan de wijzigende omstandigheden. Deze dynamische benadering van het zonaal veiligheidsplan is een kernbetrachting van het E-Loket (zie verder).

2.2. De instanties - actoren van de cyclus en hun rol

- Zonale Veiligheidsraad – Artikel 35 WGP
  - De zonale veiligheidsplannen worden besproken, voorbereid en uitgewerkt binnen de Zonale Veiligheidsraden. Bijgevolg zijn de politieoverheden (burgemeester(s) en procureur des Konings) en de politiediensten, van in het begin betrokken bij het zonale veiligheidsplan, waarvoor zij overigens allemaal verantwoordelijk zijn.
  - Het door de burgemeester(s) en de procureur des Konings goedgekeurde en ondertekende zonaal veiligheidsplan wordt ter goedkeuring door de Voorzitter aan de Algemene Directie Veiligheid en Preventie - Directie Lokale Integrale Veiligheid overgemaakt. In geval van gebruik van het E-Loket dient de Voorzitter of de door hem gemachtigde het zonaal veiligheidsplan via deze weg in.
  - De checklist wordt volledig ingevuld en ondertekend door de procureur des Konings. De procureur des Konings heeft de verantwoordelijkheid om deze checklist per mail over te maken aan de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid. De checklist mag niet ingediend worden via het E-Loket Zonale Veiligheidsplannen.
  - De burgemeester-voorzitter, bestemmeling van de brief tot goedkeuring van het zonale veiligheidsplan, dient deze, en de informatie die ze bevat, mee te delen aan de leden van de Zonale Veiligheidsraad.
  - Als de geplande capaciteit van de zone ontoereikend is om haar opdrachten uit te voeren, zoekt de Zonale Veiligheidsraad naar oplossingen.
  - De Zonale Veiligheidsraad is eveneens verantwoordelijk voor de evaluatie van de uitvoering van het Zonaal Veiligheidsplan.

- Provinciaal Overleg – Artikel 162 WGP / Artikel 9/2 WPA[5]
  In elke provincie wordt een Provinciaal Overleg georganiseerd tussen de gouverneur, de procureur-generaal bij het Hof van Beroep, de bestuurlijke directeurs-coördinator, de gerechtelijke directeurs en de vertegenwoordigers van de lokale politie. Ze speelt een belangrijke rol bij de steun aan de politiezones. Het doel is de Zonale Veiligheidsraden en de interzonale samenwerking te stimuleren.
  Opdat een dergelijke ondersteuning zou kunnen worden georganiseerd, is het natuurlijk belangrijk dat de politiezones hun zonale veiligheidsplan overmaken aan de gouverneur.
  Op deze manier zullen er nauwere banden worden aangehaald tussen het federaal en provinciaal niveau zodat een geïntegreerde visie versterkt wordt.

3. Goedkeuringsprocedure

Krachtens artikel 36 van de WGP, hebben alle politiezones de verplichting om een zonaal veiligheidsplan op te stellen.

3.1. Indiening via CD-ROM

3.1.1. Termijn

[5] Wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, *B.S.* 22 december 1992.

Rekening houdende met deze verplichting en de goedkeuringstermijn van 2 maanden (eventueel vermeerderd met één maand bij niet-goedkeuring van het plan), moeten de zonale veiligheidsplannen vanaf 1 oktober 2013 en ten laatste voor 30 oktober 2013 worden ingediend.

Wij wijzen op het belang van de naleving van deze termijn opdat de hele procedure uiterlijk in de loop van de maand december kan worden afgesloten. De uitvoering kan dan vanaf de maand januari van start gaan.

3.1.2. Ontvankelijkheid

De goedkeuringstermijn van 2 maanden begint slechts te lopen wanneer aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

- het plan moet minstens door de burgemeester(s) en de procureur des Konings worden ondertekend;
- de voorzitter van de Zonale Veiligheidsraad stuurt twee CD-ROMS met telkens één exemplaar per post naar het volgende adres op:

  Algemene Directie Veiligheid en Preventie (AD VP)
  Directie Lokale Integrale Veiligheid (SLIV)
  Ter attentie van Rachid KERKAB – Directeur a.i.
  Waterloolaan 76
  1000 BRUSSEL

- de door de procureur des Konings volledig ingevulde en ondertekende checklist dient door deze laatste (per mail) overgemaakt te worden aan de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid (zie verder 3.3).

Eens het plan ontvankelijk wordt verklaard, stuurt de AD VP systematisch een ontvangstmelding naar de voorzitter van de Zonale Veiligheidsraad. De ontvangstmelding dient als startdatum voor de goedkeuringsperiode, die pas begint te lopen op het ogenblik dat het ZVP wordt overgemaakt aan de AD VP en de checklist aan DSB.

Wanneer het zonaal veiligheidsplan niet ontvankelijk is, zal eveneens een brief naar de voorzitter van de Zonale Veiligheidsraad worden gestuurd, met de vraag om de aangegeven punten te remediëren. Indien de procureur des Konings de checklist niet of niet volledig ingevuld heeft overgemaakt aan de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid, zal een mail worden gestuurd naar de procureur des Konings met de vraag om de checklist in te vullen of te vervolledigen. Met dit schrijven begint de goedkeuringsperiode nog niet te lopen.

3.2. Indiening via E-Loket

Naast de mogelijkheid om het ZVP in te dienen op CD-ROM wordt aan geïnteresseerde zones de mogelijkheid geboden om hun plan in te dienen via het E-Loket. Het gebruik van dit E-Loket biedt een aantal voordelen voor de zones die er gebruik van wensen te maken.

Een zone die haar plan wil indienen via deze weg meldt dit aan SLIV uiterlijk op 30 september 2013. SLIV maakt vervolgens de logins en wachtwoorden over aan de zone, samen met de gebruiksaanwijzing voor het instrument.

3.2.1. Termijn

De politiezone die gebruik maakt van het E-Loket kan zijn zonale veiligheidsplan indienen vanaf 1 oktober 2013 en ten laatste op 30 oktober 2013.

3.2.2. Ontvankelijkheid

De goedkeuringstermijn begint slechts te lopen wanneer aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

- het plan moet minstens door de burgemeester(s) en de procureur des Konings worden ondertekend;
- het plan werd geldig ingediend via het E-Loket;
- de door de procureur des Konings volledig ingevulde en ondertekende checklist dient door deze laatste (per mail) overgemaakt te worden aan de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid (zie hieronder 3.3).

De zone wordt via de applicatie op de hoogte gehouden van de behandelingsstatus van zijn plan.

Eens het plan ontvankelijk wordt verklaard, stuurt de AD VP systematisch een ontvangstmelding naar de voorzitter van de Zonale Veiligheidsraad via de zonaal verantwoordelijke die is aangeduid om het ZVP in te dienen. Deze ontvangstmelding bepaalt de startdatum voor de berekening van de goedkeuringsperiode, die pas begint te lopen vanaf het ogenblik dat het ZVP werd overgemaakt aan de AD VP en de checklist aan de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid.

Wanneer het zonaal veiligheidsplan niet ontvankelijk is, zal eveneens een bericht naar de voorzitter van de Zonale Veiligheidsraad worden gestuurd via de zonaal verantwoordelijke die is aangeduid om het ZVP in te

dienen, met de vraag om de aangegeven punten te remediëren. Indien de procureur des Konings de checklist niet of niet volledig ingevuld heeft overgemaakt aan de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid, zal een mail worden gestuurd naar de procureur des Konings met de vraag om de checklist in te vullen of te vervolledigen. Met dit schrijven begint de goedkeuringsperiode nog niet te lopen.

3.2.3. Voordelen van het gebruik van E-Loket

-De zone kan door middel van het E-Loket steeds online nagaan wat de behandelingsstatus van zijn plan is.
-De zone kan bij de opmaak van het nieuwe plan gebruik maken van de basisdocumenten die zich in de virtuele bibliotheek van de toepassing bevinden.
-Op het instrument kunnen naast het zonaal veiligheidsplan ook andere documenten bewaard worden. Het betreft de documenten die de zone in het kader van punt 5 van deze omzendbrief dient over te maken aan de AD VP.
-De politiezones kunnen rechtstreekse toegang verkrijgen tot de lokale veiligheidsdiagnostiek/prioriteiten van de gemeenten die zich op hun grondgebied bevinden (onder voorbehoud van het akkoord van de betrokken gemeenten).
-De zonale veiligheidsplannen die worden ingediend via de applicatie zullen prioritair behandeld worden.
-De zones kunnen hun plan ten allen tijde bijwerken in functie van nieuwe ontwikkelingen of vereisten.

3.3. Indiening van de checklist

Rekening houdend met het feit dat een volledig ingevulde checklist een ontvankelijkheidsvoorwaarde is voor de goedkeuringsprocedure van het ZVP, wordt de uiterste indieningsdatum voor de checklist eveneens vastgelegd op 30 oktober 2013.

Wij benadrukken het belang van het volledig invullen van de checklist en van het respecteren van de termijn zodat het geheel van de procedure ten laatste in de loop van de maand december kan worden afgesloten en zodat de uitvoering van de actieplannen van start kan gaan vanaf de maand januari.

De checklist wordt volledig ingevuld en ondertekend door de procureur des Konings, en vormt een afzonderlijk document, onderscheiden van het ZVP en de bijlagen. Dit document heeft als enige opzet om de evaluatie van het ZVP door de Minister van Justitie te ondersteunen, dit in een optiek van rationalisatie en optimalisatie van deze goedkeuringsprocedure. Het advies dat wordt opgesteld door DSB en zich baseert op deze checklist wordt ter informatie overgemaakt aan de voorzitter van de zonale veiligheidsraad. De checklist zelf is dus niet bestemd om te worden verspreid en zal niet verschijnen op een website of op het E-Loket Zonale Veiligheidsplannen.

Deze wordt door de procureur des Konings (per mail) verstuurd naar volgend adres:

Dienst voor het Strafrechtelijk beleid
Ter attentie van Nina Vanderlinden
Nina.vanderlinden@just.fgov.be

3.4. Goedkeuring van het zonale veiligheidsplan

3.4.1. Vormelijke criteria

Voor wat betreft het zonaal veiligheidsplan is het ten zeerste aangewezen om de lay-out te volgen zoals voorzien in de handleiding voor de redactie van de zonale veiligheidsplannen 2009-2012 (www.infozone.be). Hierdoor ontstaat een evenwicht tussen enerzijds een bepaalde uniformiteit die het lezen en het begrijpen van de zonale veiligheidsplannen vergemakkelijkt en waarbij men zich ervan vergewist dat dit alle belangrijke punten in aanmerking neemt, en anderzijds een dynamische reflectie, gericht op het oplossen van de problemen die eigen zijn aan de zone. Wel dient erop gewezen te worden dat de zevende basisfunctionaliteit verkeersveiligheid toegevoegd dient te worden aan het plan.

Voor wat de checklist betreft, dient het model te worden gebruikt dat u kan terugvinden in bijlage bij deze omzendbrief. Deze dient door de procureur des Konings volledig ingevuld en ondertekend te worden.

3.4.2. Inhoudelijke criteria

De voornaamste elementen waar de goedkeurende diensten aandacht aan besteden:

- De samenhang en complementariteit van het zonaal veiligheidsplan met het nationaal veiligheidsplan en de actuele beleidslijnen van de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken (o.m. (indien beschikbaar) de kadernota integrale veiligheid), alsook met de beleidslijnen van de lokale overheden, bijvoorbeeld lokaal integraal veiligheidsplan, parketbeleidsplan, ...;
- Krachtens artikel 37 van de WGP, wordt het zonaal veiligheidsplan opgesteld, rekening houdend met het nationaal veiligheidsplan. De zone is niet gehouden alle fenomenen van het nationaal veiligheidsplan te kiezen, maar motiveert waarom bepaalde fenomenen al dan niet weerhouden zijn;

- De samenhang van het zonaal veiligheidsplan met andere beleidsinstrumenten op het vlak van preventie en veiligheid (strategisch veiligheids- en preventieplan, ...);
- De motivering van de strategische doelstellingen;
- De bijdrage van de lokale politie aan de uitvoering van de opdrachten van federale aard bedoeld in artikel 61 van de WGP;
- De naleving van de minimumnormen inzake het operationeel personeel en het administratief en logistiek personeel van de lokale politie[6], alsook van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie, gericht op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking[7] en, indien niet voldaan wordt aan deze minimumnormen of organisatie- en werkingsnormen, een omstandige verantwoording voor het niet naleven hiervan, alsook het vermelden van de voorgenomen corrigerende maatregelen.

3.4.3. Beslissing van goedkeuring of niet-goedkeuring

- Administratieve afhandeling

Wanneer bij het onderzoek van het plan bepaalde vormelijke gebreken of tekortkomingen blijken, kunnen de betrokken administraties, bij gezamenlijk akkoord, de zone uitnodigen om het dossier te vervolledigen.

Enkele voorbeelden van gebreken:

- ✓ ontbreken van bepaalde bijlagen
- ✓ ontbreken van een verklaring
- ✓ ontbreken van een organigram
- ✓ ontbreken van een argumentatiemodel
- ✓ ontbreken van een capaciteitstabel
- ✓ ...

In dit geval wordt de goedkeuringstermijn van 2 maanden stopgezet en zal opnieuw beginnen lopen op het moment dat het gewijzigde plan terug bij de AD VP toekomt.

- Beslissing

Krachtens artikel 37§3 van de WGP wordt het plan, na goedkeuring door de burgemeester(s) en de procureur des Konings, voor goedkeuring voorgelegd aan de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie die er zich over moeten uitspreken binnen de twee maanden vanaf de ontvangst van het plan en de checklist. Na deze termijn wordt hun goedkeuring als gegeven geacht.

Indien de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie het plan niet - geheel of gedeeltelijk - goedkeuren, moet de zone hen een nieuwe versie voorleggen binnen de termijn van één maand. In dit geval wordt de termijn voor goedkeuring teruggebracht tot één maand.
Redenen om het plan niet goed te keuren zijn er wanneer zware en niet gerechtvaardigde nalatigheden worden vastgesteld, die een evaluatie verhinderen.

- Betekening van de beslissing

De AD VP stuurt de beslissing naar de burgemeester-voorzitter van de Zonale Veiligheidsraad die, op zijn beurt, de andere leden van de Zonale Veiligheidsraad hierover bij voorkeur inlicht op een extra vergadering. Wij vragen de leden van de Zonale Veiligheidsraad om deze informatie eveneens te verspreiden naar hun respectieve instanties.

4. Uitvoering van het zonaal veiligheidsplan

Eens het zonaal veiligheidsplan is goedgekeurd door de ministers, is het vanzelfsprekend dat het wordt uitgevoerd. De uitvoering van het plan strekt zich uit over een periode van vier jaar. De korpschef is verantwoordelijk voor de uitvoering van het lokaal politiebeleid (artikel 44 WGP), onder het gezag van de burgemeester, van het politiecollege (artikel 45 WGP) en van de procureur des Konings .

Eerst en vooral moeten de strategische keuzes die worden gemaakt in het zonale veiligheidsplan vertaald worden in operationele actieplannen.

---

[6] Koninklijk Besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie ,*B.S.*12 oktober 2001.
[7] Koninklijk Besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren, *B.S.* 12 oktober 2001.

Actieplannen worden opgesteld om te beantwoorden aan complexe fenomenen van een zekere omvang, die samen met de andere partners van de veiligheidsketen worden aangepakt. In dit opzicht wordt systematisch aandacht geschonken aan de politionele preventieve werking. Hiervoor zijn bijzondere middelen en capaciteit onontbeerlijk. Bovendien is het van belang erop te wijzen dat tal van activiteiten die voorzien worden in de actieplannen, een plaats kunnen vinden binnen de reguliere werking.

De uitwerking van de actieplannen wordt bij voorkeur transversaal doorheen de politieorganisatie gerealiseerd door een projectteam onder leiding van een projectleider[8].

Ook al duurt de uitvoeringsfase vier jaar, de actieplannen blijven jaarlijks. Deze moeten immers flexibel blijven en kunnen worden aangepast naar aanleiding van de tussentijdse evaluatie.

Om de opvolging van deze uitvoeringsfase te kunnen verzekeren, moeten op voorhand duidelijke indicatoren worden ontwikkeld. Het doel is dat de implementatie van het zonale veiligheidsplan kan worden geëvalueerd. Deze tussentijdse evaluaties zullen moeten worden voorgelegd aan de Zonale Veiligheidsraad, waarna aanpassingen mogelijk zijn.

Na de uitvoeringsperiode van vier jaar, zal er eveneens een globale evaluatie van deze uitvoeringsperiode, waarvoor de Zonale Veiligheidsraad verantwoordelijk is, moeten worden gerealiseerd.

Deze evaluaties vormen natuurlijk een noodzakelijke basis voor de voorbereiding van het volgende zonaal veiligheidsplan.

5. Federale ondersteuning op lokaal vlak

5.1. Algemene Directie Veiligheid en Preventie (AD VP)

De AD VP blijft ter beschikking van de lokale en provinciale overheden en van de politiezones voor alle inlichtingen betreffende:
- deze omzendbrief en de procedure hieromtrent ;
- de federale beleidskeuzes en meer bepaald deze van de Minister van Binnenlandse Zaken;
- het gebruik van het E-Loket Zonale Veiligheidsplannen.

Door een betere opvolging van de Zonale Veiligheidsraad en van het Provinciaal Overleg, alsook van de zones op het vlak van de onveiligheidsfenomenen, wenst de AD VP een opbouwende steun op lokaal vlak te leveren.

5.2. Dienst voor het Strafrechtelijk beleid (DSB)

De DSB houdt zich ter beschikking van de lokale gerechtelijke overheden voor alle inlichtingen betreffende :
- deze omzendbrief ;
- de federale beleidskeuzes en meer bepaald deze van de Minister van Justitie.

5.3. De Federale Politie.

De diensten van het Commissariaat-generaal blijven, binnen hun mogelijkheden, een methodische ondersteuning waarborgen aan de zones die er om vragen.

6. Informatie-uitwisseling

In het kader van dit geïntegreerde proces is het belangrijk om de dialoog en de informatie-uitwisseling zo optimaal mogelijk te laten verlopen.

De volgende documenten worden aan de Algemene Directie Veiligheid en Preventie overgemaakt, die zal instaan voor het doorgeven van de informatie aan de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid van de FOD Justitie en eveneens aan het Commissariaat-generaal van de Federale Politie (CGL) indien zij hierom vragen:

- De verslagen van de Zonale Veiligheidsraad;
- De jaarverslagen van de politiezones;
- De verslagen van Provinciaal Overleg (art. 162 WGP);
- De door de Zonale Veiligheidsraad goedgekeurde actieplannen, die een deel uitmaken van het Zonaal Veiligheidsplan, uiterlijk op 31 december voorafgaand aan het jaar waarop deze worden uitgevoerd.

8 Zie de handleiding van de beleidscyclus van de lokale politie.

De informatie-uitwisseling gebeurt bij voorkeur via elektronische weg op infosliv@ibz.fgov.be. Voor de zones die wensen te werken met E-Loket is er op de applicatie een virtuele bibliotheek beschikbaar waarin deze documenten kunnen worden geupload.

Deze omzendbrief vervangt en heft de omzendbrief PLP 44 van 16 juli 2008 houdende onderrichtingen betreffende de procedure tot indiening en goedkeuring van de zonale veiligheidsplannen op.

Gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het Belgisch Staatsblad wordt gepubliceerd, in het Bestuursmemoriaal te willen vermelden.

Wij zouden het ten zeerste op prijs stellen indien u het voorgaande zou meedelen aan de burgemeesters van uw provincie.

De Minister van Justitie,

Annemie TURTELBOOM

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Joëlle MILQUET

Bijlage I: checklist voor de procureur des Konings

ZONALE VEILIGHEIDSPLANNEN 2014-2017
CHECKLIST VOOR DE PROCUREUR DES KONINGS

Zone (nummer en naam)	*Gerechtelijk arrondissement*

1. Afstemming tussen het nationaal veiligheidsplan (NVP) en het zonaal veiligheidsplan (ZVP)

1.1 Werd er rekening gehouden met het NVP bij de opmaak van het ZVP? (*Vink het juiste vakje aan*)

☐ Ja
☐ Neen
Waarom niet? (*Ga daarna naar vraag 1.4*)

1.2 Zijn er prioriteiten en/of bijzondere aandachtspunten uit het NVP weerhouden in het ZVP?

☐ Ja (*Vink de weerhouden prioriteiten aan*)

Wat betreft de prioriteiten:

Criminaliteit in het algemeen en prioritaire criminaliteitsfenomenen in het bijzonder:

- ☐ Diefstallen gewapenderhand
- ☐ Geweld in de publieke ruimte, in het bijzonder op het openbaar vervoer en door stadsbendes
- ☐ Drugs:
  - ☐ Import en export van cocaïne
  - ☐ Productie en smokkel van synthetische drugs en cannabis
  - ☐ Verkoop van drugs (dealen)
- ☐ Illegale vuurwapenzwendel
- ☐ Terrorisme
- ☐ Intrafamiliaal geweld en geweld tegen vrouwen
- ☐ Mensenhandel:
  - ☐ Seksuele uitbuiting
  - ☐ Economische uitbuiting
- ☐ Mensensmokkel
- ☐ Informaticacriminaliteit
- ☐ Fraude:
  - ☐ Sociale fraude
  - ☐ Fiscale fraude
  - ☐ Fraude inzake afvalbeheer
- ☐ Inbraken in woningen en andere gebouwen

Veilig verkeer:

Prioritaire verkeersthema's:

- ☐ Overdreven snelheid
- ☐ Rijden onder invloed van alcohol of drugs
- ☐ GSM-gebruik achter het stuur
- ☐ Niet dragen van de gordel en niet gebruiken van de kinderzitjes

Prioritaire doelgroepen:

- ☐ Zwakke weggebruikers (voetgangers, fietsers en bestuurders van bromfietsen)
- ☐ Motorrijders
- ☐ Vrachtwagenchauffeurs en het vrachtvervoer

Wat betreft de bijzondere aandachtspunten:

- ☐ Overlast
- ☐ Aantastingen van de fysieke integriteit, in het bijzonder t.o.v. vrouwen
- ☐ Detecteren van (het witwassen van) illegale verworven vermogensvoordelen en de maximale inbeslagname ervan met het oog op verbeurdverklaring
- ☐ Openbaar vervoer
- ☐ Recreatiedomeinen
- ☐ Toeristische trekpleisters
- ☐ Andere:.....

☐ Neen
Waarom niet?

1.3 Werd de keuze voor het weerhouden van prioriteiten/bijzondere aandachtspunten uit het NVP uit punt 1.2 in het ZVP gemotiveerd?

☐ Ja
Hoe werd deze keuze gemotiveerd?

☐ Neen
Waarom is er geen motivering?

1.4 Werd het niet weerhouden in het ZVP van prioriteiten/bijzondere aandachtspunten uit het NVP gemotiveerd in het ZVP?

☐ Ja
Hoe werd dit gemotiveerd?

☐ Neen
Waarom is er geen motivering?

1.5 Werd er op andere punten overeenstemming gezocht met het NVP?

☐ Ja
Welke zijn deze punten?
(Hieronder volgen enkele voorbeelden die voor justitie relevant zijn)

- ☐ Het informatiebeheer van de onderzoeken
- ☐ De afstappingen ter plaatse
- ☐ Andere:

☐ Neen

2. Afstemming tussen het strafrechtelijk beleid van de procureur des Konings en het ZVP

2.1 Welke prioriteiten heeft de procureur des Konings binnen zijn arrondissement vastgelegd in het kader van het opsporings- en vervolgingsbeleid? (*Som deze op)*

2.2 In welk document zijn deze prioriteiten vastgelegd?

☐ Parketbeleidsplan
☐ Een nota van het parket
☐ Andere:

2.3 Is er afstemming tussen de prioriteiten in het opsporings- en vervolgingsbeleid van de procureur des Konings en de prioriteiten uit het ZVP?

☐ Ja
Op welke punten werd er afstemming gevonden?
(*Opsomming van de gezamenlijke prioriteiten*)

Wat is het doel van deze afstemming? Wat is de meerwaarde van het ZVP voor het parket?

☐ Neen
Waarom niet ?

2.4 Is er een afstemming tussen de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, zoals bepaald door de Minister van Justitie en het College van Procureurs-Generaal, en het ZVP?

☐ Ja
Hoe krijgt deze afstemming vorm?

☐ Neen
Waarom niet?

3. Naleving van de minimale norm voor de basisfunctie lokale opsporing en lokaal onderzoek

3.1 Welk percentage wordt in rekening genomen voor de berekening van de minimale norm voor de basisfunctie lokale opsporing en lokaal onderzoek?

☐ 10% van het personeel van het effectief van het operationeel kader
☐ 7% van het personeel van het effectief van het operationeel kader

3.2 Welke is deze norm in het ZVP?[9]

3.3 Voldoet de politiezone aan de minimale norm voor deze basisfunctie?

☐ Ja
☐ Neen
Waarom niet?

4. Rubriek: opmerkingen/bedenkingen van de procureur des Konings
(Hier kunnen eventuele opmerkingen of bedenkingen worden vermeld)

Datum:
Handtekening van de procureur des Konings:

[9]Als uitgangspunt dient het reëel aanwezig effectief van het operationeel kader te worden genomen.